

empêcher le taux de chômage d'augmenter, pourquoi le gouvernement attend-il huit ou neuf mois pour présenter un budget? Dans son exposé économique il s'est contenté de nous dire à quoi il s'opposait. Il s'opposait à la recherche et au développement et à l'énergie renouvelable. Nous avions l'un des meilleurs programmes qui soit de tout l'OAC et de tous les pays industrialisés occidentaux pour favoriser de nouvelles initiatives sur le plan de l'énergie renouvelable, mais il a été aboli. Nous avons vu le gouvernement sabrer dans certaines choses comme la protection et la surveillance de l'environnement. Nous l'avons vu licencier des douzaines de chercheurs du Conseil national de recherches, l'élite, afin qu'ils puissent s'en aller aux États-Unis. Nous avons vu le gouvernement réduire de façon considérable le Service canadien de la faune. L'Université de Guelph avait instauré, en collaboration avec l'Université de Toronto, un institut modèle de recherche toxicologique qui nous aurait dotés d'un centre de recherche et de développement de calibre international et qui aurait contribué non seulement à la formation de chercheurs, mais à la création de nouveaux concepts et modèles de recherche toxicologique. Ce centre aurait pu collaborer avec le secteur privé, les universités et la province de l'Ontario, mais il nous a été enlevé. Je pense donc que le ministre devrait agir comme il l'a fait hier au comité permanent des prévisions budgétaires en général où il a reconnu que le gouvernement n'allait pas tenir sa promesse sur le plan de la recherche et du développement. Il devrait parler sincèrement au lieu de nous servir tout ce charabia.

● (1750)

M. Siddon: Monsieur le Président, à propos de ce que vient de dire le député, il était sans doute absent de la Chambre il y a 25 minutes lorsque j'ai répondu aux inquiétudes qu'il avait exprimées. Le gouvernement ne croit pas que nous réglerons les problèmes à coup de dollars. Il croit plutôt nécessaire d'exercer une bonne gestion et d'établir des priorités.

M. Foster: C'est pourquoi vous avez congédié des chercheurs.

M. Siddon: Nous avons hérité d'un déficit qui représente le tiers de notre budget annuel, ce qui témoigne du manque de jugement de nos prédécesseurs si bien que ces derniers peuvent difficilement critiquer un gouvernement qui a déjà réussi à redonner confiance à l'économie comme en témoignent les indices statistiques annonciateurs d'une relance.

M. Foster: Parlez-nous de la croissance économique.

M. Siddon: Le député a commencé par parler de prévisions. Malheureusement, nous avons au Canada des économistes qui prévoient en regardant en arrière. Ils ne tiennent pas souvent compte des options qui s'offrent au gouvernement. Une grave erreur de jugement a été commise lorsque le gouvernement dont le député faisait partie a instauré le Programme énergétique national. Cette grave erreur de jugement s'est reflétée dans le budget MacEachen de 1982. C'est cette grave erreur qui nous a amenés à mal réagir à la suite de l'embargo sur le pétrole en provenance du Moyen-Orient, en 1975. Pour conclure, je dirais que ceux qui ont le pouvoir de choisir entre plusieurs options politiques ont également le pouvoir d'influencer profondément l'avenir d'un pays. Je peux assurer au député...

Les subsides

M. Foster: Pourquoi avez-vous renié vos promesses?

M. Siddon: Si le député n'a pas foi en nous, pour utiliser une autre expression populaire, qu'il nous regarde faire. Il lui suffit de nous regarder faire.

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, je voudrais simplement faire au ministre une remarque un peu partisane et ajouter ensuite quelque chose qui n'est guère partisan. Il est une chose qui ne cesse de m'étonner. Le ministre, qui est un homme intelligent et instruit, affirme à la Chambre que la solution du NPD consiste à verser de l'argent; ensuite, dix minutes après avoir commencé son discours, il annonce fièrement que le gouvernement a conclu une entente EDER qui, de son propre aveu, consiste en des subventions et en des prêts sans intérêt, dont le but est d'aider l'industrie forestière. Le ministre fait donc preuve d'un illogisme incroyable. Comment peut-on condamner une solution et se vanter de l'avoir retenue dix minutes plus tard?

Le ministre nous demande d'être positifs. Pour ma part, je crois être une personne positive. Les sourires des députés d'en face me montrent d'ailleurs qu'ils en conviennent. Comme beaucoup de députés qui sont intervenus aujourd'hui, je vis dans une province qui ne profite pas de la légère relance économique à laquelle nous assistons au Canada. Nous avons près de 15 p. 100 de chômeurs. Dans les magnifiques montagnes de Kootenay, le taux de chômage est d'environ 30 p. 100. A Kamloops, dans la circonscription du député de Kamloops-Shuswap (M. Riis), le taux de chômage est d'au moins 20 à 25 p. 100. Les problèmes sont énormes. A mon avis, les gens de Colombie-Britannique commencent à se rendre compte que le gouvernement de leur province a mal géré l'économie. Il s'est lancé à la recherche d'un or illusoire au lieu de s'intéresser à l'or vert.

J'ai entendu ce qu'a dit le ministre au sujet de la technologie de pointe. Il parle de zones économiques libres et d'autres notions de ce genre. Cependant, à mon avis, nous devrions faire preuve d'un peu de bon sens. La Colombie-Britannique doit sa force et sa grandeur à ses ressources et à ses habitants. Ses ressources sont immenses. Nous avons de remarquables ressources forestières. Je sais que le ministre est d'accord avec moi sur ce point. Nous constatons que certains pays d'Europe ont modernisé leur technologie, alors que nous ne l'avons pas fait à quelques exceptions près, comme pour les usines de pâtes et papier et le caribou. D'une manière générale, notre industrie forestière a besoin d'être sérieusement modernisée. Nous nous préoccupons des mesures que prennent les États-Unis contre les importations, parce qu'elles pourraient ruiner totalement notre province. Je pense que le ministre reconnaît avec moi qu'il y a beaucoup à faire dans le secteur forestier. Si le ministre veut améliorer la situation en concluant des ententes sur les forêts, il bénéficie de mon appui. Cependant, nous pensons que le gouvernement fédéral a pris un très mauvais départ et qu'il ne s'est guère empressé d'aider la Colombie-Britannique. Nous avons néanmoins certains espoirs et nous continuerons d'inciter le gouvernement à agir. Il y a par exemple l'utilisation de Petro-Canada, la société pétrolière du gouvernement, qui a été mise sur pied pendant la législature de 1972 à 1974 et dont le ministre a dit tellement de mal.